

« Tous partagent la volonté d'aller aux élections »

RD CONGO Bob Kabamba analyse l'accord politique qui est à portée de main

► Bob Kabamba est professeur de sciences politiques à l'Université de Liège.
► Il décrypte l'impact de l'accord politique qui se profile à Kinshasa, mais dont la signature a été postposée.

ENTRETIEN

Ayant suivi de près les péripéties de la crise entourant le report de la date des élections et le maintien au pouvoir du président Kabila au-delà de la date d'expiration de son mandat, Bob Kabamba tient d'abord à saluer le travail accompli par les évêques congolais. Et cela en dépit du blocage de dernière minute qui a conduit à postposer la signature de l'accord, qui n'aura finalement lieu qu'après Noël.

« Il faut saluer le travail de l'Eglise qui s'est totalement investie dans cette médiation de la dernière chance, là où bien des médiateurs avaient échoué », constate Bob Kabamba. Je crois que la pression populaire a joué aussi : les Congolais, sans attendre les mots d'ordre des partis politiques, se sont pris en charge. Spontanément, ils ont manifesté dans toutes les villes du pays. Cette pression a été salutaire et de tous côtés on a lâché du lest. »

Qui a gagné, qui a perdu ?

Personne, tout le monde a fait des concessions. Voyez la majorité présidentielle : alors qu'elle assurait qu'avant 2018 rien n'était possible, elle a finalement accepté que les élections aient lieu encore en 2017.

Quant à l'opposition, qui réclamait le départ immédiat du chef de l'Etat, elle a fini par accepter qu'il reste en fonction un an de plus. Tel n'était pas l'avis de M. Tshisekedi, qui dirige le Rassemblement de l'opposition : quitte à aller à l'affrontement, il voulait que M. Kabila quitte le pouvoir tout de suite.

Quels sont les points qui restent en suspens ?

Le blocage porte sur ce que l'on appelle la « gestion de la transition ». L'opposition veut que M. Kabila ne soit pas seul à décider et donc qu'elle soit associée à la gestion de l'Etat. La majorité présidentielle estime que cela serait inconstitutionnel, qu'il faut que les prérogatives du chef de l'Etat demeurent intactes. Le litige porte aussi sur l'organisation des élections qui est du ressort de la Commission électorale indépendante, la Ceni : l'opposition veut que la communauté internationale y soit associée de même que la Cenco, la conférence épiscopale. L'accord prévoit aussi que le gouvernement Badibanga soit remanié, pour y intégrer ceux qui jusque-là avaient refusé l'accord et qui ont maintenant accepté.

La première version de l'accord prévoyait que l'opposition soit intégrée jusque dans les structures territoriales, dans les exécutifs provinciaux et cela dans le but de rebâtir la confiance, d'assurer la visibilité des candidats... Vendredi soir, au moment du blocage, il apparaissait que ce point n'était pas encore acquis. La pression internationale se maintient cependant, très forte, sur toutes les parties et malgré le retard enregistré, je crois tout de

même que tous partagent la volonté d'aller aux élections. Cependant celles-ci ne seront pas possibles, dans de bonnes conditions, sans un effort de cette même communauté internationale : il faudra, à mon sens, modifier le mandat de la Monusco, la Force des Nations unies, afin qu'elle puisse mieux accompagner le processus électoral et assurer la sécurité des candidats. Il faudra aussi mobiliser des moyens suffisants.

Quel sera le rôle du Conseil national de transition ?

Ce sera plutôt un comité de suivi, qui devra assurer la mise en œuvre des résultats de l'accord. Tout le monde espérait qu'il soit mis sur pied le plus vite possible afin de ne pas perdre le « momentum », mais la question du partage du pouvoir a créé des blocages de dernière minute. Il était cependant raisonnable d'intégrer dans ce suivi des représentants de la communauté internationale et de la Cenco afin de veiller à la bonne utilisation des fonds, au respect des budgets...

Le président a-t-il reculé ?

Pour moi c'est clair : cet accord signifie qu'il s'est engagé à ne pas se représenter, à ne pas modifier la Constitution en organisant un référendum qui permettrait un mandat supplémentaire.

VIOLENCES

Au moins 40 morts en une semaine

Au moins 40 personnes ont été tuées et 460 arrêtées en République démocratique du Congo (RDC) cette semaine pendant les manifestations

de protestation dans plusieurs villes contre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila, a précisé l'ONU, vendredi dans un communiqué. Le bilan le plus lourd reste la journée du mardi 20 décembre : 13 civils ont été tués à Kinshasa et 10 - dont deux enfants - à Lubumbashi. (afp)

Maintenant, la communauté internationale qui a tant fait pression doit être conséquente et appuyer vraiment le processus électoral. Seul, le Congo ne pourra pas tenir les délais promis, il faut l'aider à réussir. Lorsque le document sera signé, après Noël je l'espère, il faudra prendre au mot les termes de l'accord, obliger tout le monde à les respecter. Et, par exemple, veiller à assurer la sécurité de tous les candidats.

Quel va être l'effet de cet accord sur la population ?

Lorsqu'il sera signé, je crois, j'espère, que la tension va diminuer, cela va calmer le jeu, il était temps. Si l'accord se concrétise, dès janvier, tout le pays va entrer en campagne électorale : fin 2017, c'est demain, tout ira très vite. Il faudra revoir les listes des électeurs, préparer les listes des candidats. Pour réussir ce défi, il faudra mobiliser les énergies de tous. Je suis vraiment heureux de voir que les Congolais des deux camps, grâce à la médiation de l'Eglise, ont démenti les prophètes de malheur qui prédisaient déjà le pire. Reste à signer cet accord : le cadeau de Noël qu'espéraient les Congolais est quelque peu différé... ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN